Les Actes du Cresat 2004-2005

N° 3, 118 p., février 2006

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1395>

DOI : 10.4000/alsace.1395

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2006

Pagination : 578-579

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « Les Actes du Cresat 2004-2005 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 132 | 2006, mis en ligne le 15 octobre 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1395> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.1395>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

Tous droits réservés

Les Actes du Cresat 2004-2005

N° 3, 118 p., février 2006

François Igersheim

RÉFÉRENCE

Les Actes du Cresat 2004-2005, N° 3, février 2006, 118 p.

- 1 Le bulletin du Centre de Recherche sur les Economies, les Sociétés, les Arts et les Techniques s'est donné pour mission de nous informer sur les activités des enseignants chercheurs des départements d'histoire et des sciences de l'information et métiers de la culture de l'Université de Haute-Alsace. Comme ses précédents numéros, il se divise en sections : les séminaires du CRESAT, des contributions ou articles spécifiques, les mémoires de maîtrise, enfin un tableau des activités du CRESAT. Relevons ce qui a tout particulièrement retenu notre attention.
- 2 Depuis Fessenheim, Wyhl, Seveso, l'Alsace, berceau des « Verts », est extrêmement sensible à l'environnement et à la prévention des risques. La catastrophe de Seveso a conduit en 1982 à l'adoption d'une Directive européenne et d'une loi française d'exposition aux risques. Les inondations de Vaison-la-Romaine en 1992 entraînent l'adoption d'une nouvelle loi, dite Loi Barnier en 1995, qui introduit la procédure de la prévision des risques naturels prévisibles (PPR), qui visait à doter 5000 communes de France de plans de préventions des risques. En 2003, une nouvelle loi doit compléter les dispositifs existants et renforcer l'information. Le PPR vise donc à délimiter les zones exposées à risques, pour édicter une réglementation communale d'aménagement la plus claire et la plus complète possible. Il existe déjà des « Cartorisques », par exemple celle que l'on peut consulter sur Internet, relative au risque sismique. Pour l'Est, il s'étend sur toute l'Alsace, mais avec un risque plus fort dans les cantons immédiatement proches de Bâle. Bâle et le tremblement de terre de 1356, les grandes inondations de 1983... autant de faits historiques. C'est là qu'intervient le projet « Historisk » piloté par Brice Martin. La recherche historique doit approfondir la connaissance du risque « inondation » et de celui du risque « mouvements de

terrains », dans l'évolution générée par les changements dans l'occupation et l'aménagement du sol. Une traduction cartographique doit nécessairement s'en suivre. Une mise en ligne sera enfin nécessaire. Cette recherche associe chercheurs confirmés et étudiants de master, à qui sont confiés des sujets finalisés. Il doit s'élargir à d'autres champs disciplinaires : sociologie, droit, sciences dures. Brice Martin nous donne d'ailleurs un exemple de PPR « mouvement de terrain » du bassin de la Lague, illustrée de cartes et d'une fiche communale, illustrant la procédure, celle de Balschwiller, actualisée au 2 mars 2005. Signalons encore trois mémoires de maîtrise. Un mémoire de maîtrise de documentation, de Catherine Lourdel, fournit la structuration de la base de données de la nouvelle *Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse*. Ceux de J. Jesselin, (les MDPA et le Mouvement associatif de 1919 à nos jours), et de J.-F. Heimbürger, (la politique médicale des Mines de Potasse années 1920-1960) apportent des aperçus intéressants sur cette grande entreprise du Haut-Rhin et la société qu'elle réunit et structure.

- 3 Bref, voilà un troisième numéro fort riche sur un centre de recherche qui sait trouver, ce qui veut dire aussi : valoriser sa recherche !